



Bulletin de l'ISP sur la privatisation : 2 novembre 2016

[Abonnez-vous](#) au bulletin bimensuel, [lire en ligne](#) ou [téléchargez une version PDF](#)



Photo : Manifestations contre le TTIP et l'AECG en septembre, à Vienne (Autriche). Photo : Christoph Liebenritt/Global 2000 – Creative Commons.

Dimanche 30 octobre, l'Union européenne (UE) et le Canada ont signé l'AECG, un accord de libre-échange. L'AECG a été [ébranlé la semaine passée en raison des objections émises par la Wallonie](#), mettant ainsi en lumière la difficulté de réunir l'accord de 28 Etats membres. Bien que cet accord [soit à présent examiné par le Parlement européen](#), il devra encore être ratifié par la plupart des parlements des pays européens – notamment celui de Wallonie – avant de pouvoir être finalement validé. Cependant, [la Wallonie a annoncé qu'elle ne l'adopterait pas dans sa forme actuelle](#). Plus spécifiquement, ses parlementaires n'entendent pas ratifier la section relative au tribunal d'arbitrage. A moins que des amendements ne soient apportés à ce texte, ce qui relèverait pratiquement du miracle, il est difficile d'entrevoir la façon dont l'accord tout entier parviendra à éviter un échec. Par ailleurs, la Belgique a à présent promis de porter la question du mécanisme de règlement des différends entre investisseurs et Etats devant la Cour européenne de justice, afin de déterminer si ces systèmes juridiques particuliers sont véritablement conformes à la Constitution européenne.

L'ISP et nombre de ses [affiliés](#) s'investissent fortement dans la campagne contre l'AECG, le TTIP et l'ACS, et apportent tout leur soutien à la Wallonie et aux autres communautés et régions qui se dressent contre ces accords commerciaux rétrogrades, qui sacrifient l'intérêt public sur l'autel du profit des entreprises.

-----

Un nouveau documentaire réalisé par l'ISP, intitulé « [Something in the water](#) » (Quelque chose dans l'eau) met au jour les pléthores d'intérêts particuliers, de liens diplomatiques et d'influences du secteur privé qui se cachent derrière la privatisation des services publics en Grèce. Ce film retrace l'histoire du combat pour l'eau publique à Thessalonique, où, faisant fi des 98,2 % d'électeurs/trices qui se sont prononcé(e)s en faveur de la gestion publique, la Troïka continue de promouvoir la privatisation – la multinationale française Suez s'appêtant à racheter un nombre non négligeable de parts. Ce documentaire se penche plus principalement sur le fonds grec chargé des privatisations, le TAIPED, une institution imposée par la Troïka et larvée par des scandales de corruption, chargée d'organiser la vente d'un large éventail de services et biens publics grecs. Au conseil du TAIPED siège entre autres le représentant de l'UE Philippe Boin, qui occupe également la fonction de Chef du Service économique de l'Ambassade de France à Athènes, dont la principale mission est d'accroître les profits des grandes multinationales de son pays telles que Suez et Veolia, qui comptent bien tirer profit de ces privatisations forcées.

-----

A la veille de la réunion des négociateurs de l'ACS, organisée à Washington, [Wikileaks a divulgué un certain nombre de documents importants](#) révélant que les grandes entreprises promouvaient de façon agressive la privatisation massive et irresponsable des services publics du monde entier, en ciblant plus particulièrement les pays en développement. Face à cette attaque à l'encontre de la démocratie et du secteur public, une coalition forte de fédérations syndicales internationales a [appelé à mettre un terme aux négociations sur l'ACS](#), et a exhorté tous les pays participant aux négociations à publier sans délai des informations relatives à leur position et à leurs exigences envers les autres pays (en ce compris les Etats-Unis, le Japon, la Turquie, l'Australie et la Nouvelle-Zélande) et à entamer des consultations nationales avec les partenaires sociaux et la société civile. « En adoptant cette position, l'UE semble ignorer les dangers potentiels inhérents à l'exportation de politiques de privatisation agressives dans les pays en développement dont il a pourtant été démontré qu'elles étaient [à l'origine de l'instabilité sociale et politique](#) qui secoue nombre de pays européens », a déclaré Rosa Pavanelli, la Secrétaire générale de l'Internationale des Services Publics (ISP).

Deborah James du Centre pour l'économie et la recherche en politiques à Washington [a présenté au Real News Network un exposé détaillé des problèmes](#). Mme James a souligné que « parmi ses exigences, l'UE demande notamment au Costa Rica et au Pérou de soumettre leurs services fournis à l'échelle régionale (locale) aux règles de libéralisation de l'ACS. A moins que l'UE ne puisse démontrer que tous les services fournis dans chaque municipalité de ces pays sont déjà accessibles aux fournisseurs étrangers, ces exigences reviendraient à verrouiller toute privatisation des services publics à l'échelle locale et à exposer ces services à la concurrence des prestataires de services étrangers – ce que l'UE a toujours prétendu ne jamais réclamer, assure-t-elle. »

L'opposition de plus en plus marquée aux projets d'accords sur le TTIP et l'AECG pousse certains acteurs du secteur privé à exiger un retour en arrière. Le journaliste du *Financial Times* Wolfgang Munchau qualifie ces accords de « [deux des affaires politiques les plus toxiques de notre temps](#) », déclarant « **je suis favorable à la disparition de l'AECG et du Partenariat transatlantique de commerce et d'investissement**, un accord similaire entre les Etats-Unis et l'Union européenne, toujours en cours de négociations, et ce, pour deux raisons. Tout d'abord, ces accords **prêtent le flanc aux protestations des antimondialistes**. Après le Brexit, ce n'est pas

le meilleur moment pour les élites libérales européennes de se mobiliser sur deux fronts. Ensuite, je considère que certains aspects de cet accord, tels que les tribunaux d'arbitrage, **sont antidémocratiques et aux antipodes des principes de la Constitution européenne** ».

-----

Jomo Kwame Sundaram, économiste réputé et ancien Sous-Secrétaire général au développement économique des Nations Unies, [énonce clairement les raisons de s'opposer à la privatisation](#). « Dans de nombreuses économies en développement et en transition, la privatisation a surtout permis aux quelques personnes qui ont noué des liens étroits avec la politique et qui ont su "saisir" les opportunités lucratives liées à la privatisation, de s'enrichir. **L'intérêt public est quant à lui de plus en plus souvent sacrifié au profit de ces intérêts commerciaux privés**, ce qui a par conséquent exacerbé la corruption, et le népotisme, parmi d'autres problèmes connexes. »

## **Afrique & Pays arabes**

**Bénin** : Le gouvernement a annoncé son intention de [céder à des opérateurs privés la gestion de trois nouveaux hôpitaux construits avec des fonds publics](#). Dans une entrevue accordée aux médias, le ministre d'Etat Pascal Koupaki a annoncé que le gouvernement avait décidé de confier la gestion des hôpitaux de zone de Covè et de Djidja dans le département du Zou et de l'hôpital de Djougou dans le département de la Donga, récemment construits par l'Etat avec l'aide de certains de ses partenaires, à des **opérateurs économiques privés**.

**Liban** : Les organisations de la société civile livrent actuellement une bataille [sur la légalité des règles de privatisation qui s'appliquent à la façade maritime de Beyrouth](#).

**Maroc** : Conjointement avec le Conseil de coopération du Golfe, [le gouvernement a organisé un atelier visant à promouvoir des partenariats public-privé](#) pour le secteur des infrastructures. Le directeur adjoint de la planification, M. El Moumni, a fait savoir aux négociateurs institutionnels que le Maroc propose un environnement adapté à l'éclosion des PPP grâce à la **stabilité macro-économique du pays**, « à la **privatisation de certains secteurs vitaux** » et à l'**existence d'un cadre juridique favorisant les investissements privés**.

**Nigeria** : Le *Mail & Guardian* se penche sur [l'état catastrophique des relations de travail prévalant au sein du secteur public de la santé au Nigeria](#), les travailleurs/euses des hôpitaux publics n'ayant cessé de faire grève au cours de ces trois dernières années. Les travailleurs/euses sont représenté(e)s par l'**Association médicale du Nigeria** (*Nigeria Medical Association*), l'**Association nationale des médecins internes** (*National Association of Resident Doctors*) et la **coalition de syndicats du secteur de la santé** (*Joint Health Sector Unions*), une confédération syndicale qui réunit des pharmaciens(ne)s, des infirmiers/ères, des sages-femmes, des kinés ainsi que du personnel non médical. « Si les travailleurs/euses de la santé se mettent en grève, c'est pour deux raisons. La première, c'est en cas de litige parce que les **salaires n'ont pas été payés ou que les allocations spécifiques auxquelles le gouvernement s'était engagé n'ont pas été versées**. La deuxième, c'est parce que les **conditions de travail ainsi que l'état des hôpitaux nigériens**, notamment le matériel et le financement, sont menacés. **Le problème majeur est que le gouvernement fédéral avait scellé plusieurs accords avec les travailleurs/euses de la santé, mais n'en a respecté aucun**. Ces accords avaient été conclus par le biais d'une négociation collective. La Cour industrielle nationale du Nigeria s'est prononcée en faveur de la coalition de syndicats du secteur de la santé, au motif que les accords conclus avec le gouvernement avaient fait l'objet d'une négociation collective. »



**Nigeria** : La section du **Syndicat du personnel universitaire** (*Academic Staff Union of Universities, ASUU*) a émis de vives critiques au regard de la politique économique et éducative du gouvernement. A l'occasion d'une conférence de presse organisée à Abuja, le **Président national de l'ASUU, le Professeur Biodun Ogunyemi**, a « qualifié l'appel à vendre les biens nationaux de fraude monumentale. » Il a déclaré que « [la privatisation et la commercialisation de l'éducation et d'autres secteurs](#), orchestrées par le FMI et la Banque mondiale, n'auront d'autre fin que de rendre l'éducation inaccessible pour les Nigériens modestes. Au contraire, le Nigeria doit s'engager à assurer une éducation à grande échelle, fonctionnelle et de qualité. Il s'agit d'une condition fondamentale au développement d'une nation. Il a en outre affirmé que le syndicat combattrait les tentatives du Sénat d'amender la loi régissant le Conseil mixte d'admission et d'immatriculation de telle manière qu'elle contreviendrait à la loi en vigueur relative à l'admission des étudiant(e)s. »

**Nigeria** : [La privatisation de la société de distribution d'électricité d'Abuja s'est révélée être la pire que le pays ait jamais connue.](#) » Pourtant, la société « refuse de s'exprimer et d'expliquer aux habitant(e)s pourquoi ils subissent des pannes de courant à répétitions alors qu'ils/elles paient leurs factures d'électricité chaque mois. Ces pannes de courant **ont porté préjudice à de nombreuses petites entreprises**, comme les salons de barbier, ou les machines à broyer nécessaires aux besoins élémentaires de certains foyers. » Dans le même temps, la société se félicite d'avoir « [mis en place un service clients.](#) »

**Nigeria** : [Uber passe un accord avec First Bank, l'un des principaux facilitateurs de privatisation du pays, afin de proposer des prêts aux chauffeurs nigériens. L'expansion d'Uber en Afrique a soulevé des protestations.](#) « Selon la BBC Afrique, ce service n'a pas suscité la polémique à Lagos, la plus grande ville du Nigeria, où Uber a débuté en 2014. **Cela est probablement dû au fait qu'Uber n'a pas encore eu le temps d'y faire des remous : à Lagos, il est considéré comme un service privilégié qui n'est utilisé que par quelques personnes seulement.** »

## **Asie-Pacifique**

**Australie** : Le ministre de la Santé [a établi un plan afin de préserver le statut public du système de santé Medicare.](#) La menace de privatisation a pratiquement coûté son élection à Malcolm Turnbull. Néanmoins, « tout en soulignant le fait que le gouvernement continuera de gérer Medicare, [le secrétaire d'Etat à la Santé, Martin Bowles,] a annoncé que **le nouveau système serait élaboré en concertation avec le secteur privé.** Le système qui assure les remboursements de Medicare existe depuis 30 ans et sera obsolète d'ici trois ans. Selon M. Bowles, en cas de faille du système, le gouvernement ne sera pas en mesure d'effectuer des versements aux médecins, aux patients et aux autres prestataires de soins de santé. Le ministère de la Santé a consulté les parties prenantes afin d'envisager la conception d'un nouveau système, a-t-il conclu. »

**Australie** : Le gouvernement de la Nouvelle-Galles du Sud est accusé d'avoir [bradé un bien public capital « dans le cadre d'un accord en catimini de 16,2 milliards de dollars.](#) » Cet accord, qui s'inscrit dans le cadre de la privatisation des poteaux et des câbles électriques de Nouvelle-Galles du Sud, a coiffé au poteau plusieurs autres fonds de pension locaux importants tels que QIC et Hastings Funds Management, qui se montraient également très intéressés. Les investisseurs étrangers provenant du Canada et d'ailleurs, qui avaient été sollicités par le gouvernement fédéral et qui attendaient que le gouvernement de la Nouvelle-Galles du Sud mette en place un appel d'offres pour une concession de 99 ans avec la société Ausgrid, ont également été écartés. »

**Inde** : [La privatisation du système indien de distribution d'eau, qui s'est toujours soldée par un échec dans l'histoire, est une mauvaise idée,](#) affirme Makarand Purohit. « Les gouvernements des Etats et les collectivités locales **encouragent les prestataires privés à se manifester** et à s'investir dans les services liés à l'eau et à l'assainissement en offrant plusieurs opportunités telles que la Mission nationale de renouvellement urbain

(JNNURM) et le Programme de développement des infrastructures urbaines dans les petites et moyennes villes (UIDSSMT) dans le cadre de partenariats public-privé. **Une telle situation est surprenante quand on sait que la privatisation de la rivière Shivnath s'est révélée être un échec probant pour le gouvernement.** Si la raison invoquée pour la privatisation de l'eau de la rivière était le manque de fonds publics pour financer l'approvisionnement en eau des entreprises, cela ne s'est pas vraiment passé de cette façon. En réalité, **cette privatisation a non seulement affecté la vie quotidienne de milliers de citoyen(ne)s** vivant à proximité de la rivière dans la mesure où RWL empêchait les villageois de consommer l'eau en clôturant l'accès, mais a également **engendré des pertes financières considérables pour le gouvernement.** » Un moyen d'aller de l'avant ? « **Un rapport émis par le Transnational Institute (TNI), l'Unité de recherche de l'Internationale des Services Publics (PSIRU) et l'Observatoire des multinationales**, une organisation internationale de renom dédiée à la recherche et au plaidoyer, qui œuvre sur des questions internationales relatives à l'eau et à d'autres développements, suggère que [180 villes et municipalités dans 35 pays à travers le monde ont "remunicipalisé" leur système de distribution d'eau au cours des 15 dernières années](#) ».

**Inde** : Selon un séminaire organisé pendant toute une journée à l'Université de Nagpur, **la privatisation met à mal l'accès des femmes rurales à l'éducation et vient creuser les inégalités.** Le Dr. Shoma Sen « a mis en lumière les problèmes auxquels les femmes se trouvent confrontées dans le domaine de l'éducation, notamment les programmes scolaires sexistes, les stéréotypes véhiculés par l'éducation, le manque de centres d'étude destinés aux femmes dans les zones rurales, le manque d'hébergements appropriés pour les filles, l'assainissement, la vie privée, le manque de soutien financier, l'encadrement, etc. **La récente tendance à axer les cours sur le marché et à privatiser l'éducation a contribué à marginaliser encore davantage les femmes.** » [The Hitavada, 20 October 2016]

**Inde** : Le syndicat unifié des employés des ports et docks (*United Port and Dock Employees » Union*), un affilié du Centre des syndicats indiens (CITU), [s'oppose fermement à la décision de transférer la gestion du Port Golden Jubilee Hospital à un organisme privé.](#) « S'exprimant sur la constitution d'un comité par le ministre de la Marine destiné à envisager la gestion des hôpitaux par des ports importants sur la base de PPP, **le secrétaire général du syndicat, V.S. Padmanabha Raju** a affirmé lundi devant les journalistes que **cette décision priverait 4 500 cadres autonomes et membres du personnel du port de Visakhapatnam de soins de santé, ainsi que 12 000 retraité(e)s.** »

**Inde** : Le parti d'opposition, le BJP (Bharatiya Janata Party), accuse le gouvernement indien [de tenter de privatiser le service de distribution d'eau de la ville.](#) « M. Gupta a déclaré que d'une part, les dirigeant(e)s du Delhi Jal Board (DJB) avaient annoncé une augmentation des recettes grâce à de nouveaux raccordements d'eau et à des régularisations de raccordements non autorisés, **mais que d'autre part, ils privatisaient le système de distribution d'eau sous prétexte que les recettes diminuaient.** "Le gouvernement indien **tente-t-il de privatiser le DJB sous le couvert de privatiser le système de distribution d'eau ?** Le DJB a privatisé le système de distribution d'eau à Rohini, Karol Bagh et deux autres localités à Delhi et **ce n'est plus qu'une question de temps avant que cette politique ne soit appliquée à l'ensemble de la ville**", a déclaré M. Gupta. »

**Inde** : A l'approche de l'élection de l'Assemblée du Pendjab, quatre partis [signent une déclaration conjointe](#) dans laquelle ils expliquent « qu'il est nécessaire pour les partis de gauche et les partis laïques **d'unir leurs forces contre les partis faisant l'apologie de la privatisation ou de la corporatisation.** »

**Nouvelle-Zélande** : L'Association des enseignants post-primaire (*The Post Primary Teachers' Association, PPTA*) s'est dite surprise par la démission soudaine de la ministre de l'Éducation. « L'Institut de l'éducation affirme que le programme éducatif du gouvernement est agressif, même s'il est difficile de savoir dans quelle mesure la ministre y a contribué. La PPTA n'a pas caché sa surprise concernant le départ de Mme Parata étant donné le

nombre incroyable de réformes qu'elle a amorcées récemment. Selon elle, **certains de ces changements sont positifs, mais d'autres semblent avoir pour objectif de favoriser la privatisation et la concurrence.** » [Radio New Zealand News, 20 octobre 2016]. La ministre a présenté sa démission [au beau milieu d'une polémique](#) concernant **la perte de 4,9 millions de dollars d'argent public à la suite de l'échec d'une école à charte dans le Northland qui n'a duré que deux ans** ; des enseignant(e)s ont également « [dénoncé sa vision de "financement global"](#) – un système qui **entend autoriser les écoles à cesser d'instaurer des ratios élèves-enseignant(e)s et mettre fin aux financements de masse des écoles.** »

**Corée du Sud** : Les travailleurs/euses coréen(e)s se sont lancé(e)s dans une importante vague de grèves « afin de protester contre les propositions de réformes du gouvernement, qui permettraient aux employeurs de licencier plus facilement les travailleurs/euses, affaibliraient les protections liées à l'ancienneté acquises grâce à la négociation collective [et privatiseraient certaines entreprises publiques.](#) » Dans *In These Times*, Tim Shorrock annonce que « l'ITF et l'Internationale des Services Publics (ISP), la **fédération internationale des travailleurs/euses du secteur public**, ont demandé à l'Organisation internationale du Travail (OIT) d'intervenir afin que le gouvernement Park respecte la liberté syndicale des travailleurs/euses coréen(ne)s. Dans un courriel, Stephen Cotton (ITF) a déclaré que les grèves en Corée du Sud « **ont été déclenchées par le fait que le gouvernement ignore ses propres lois en imposant de nouvelles pratiques drastiques en matière de travail dans le secteur public. Tout le monde sait qu'une telle décision est le signe précurseur d'une privatisation à grande échelle.** » Pourtant, malgré les objections des travailleurs/euses, « toutes les tentatives des syndicats d'engager des négociations avec le gouvernement ont été rejetées. »

## Région Interamériques

**Brésil** : [Des travailleurs/euses des secteurs de l'assainissement et de l'environnement manifestent contre la privatisation dans 16 Etats ainsi que dans le district fédéral.](#) Pour faire face à cette menace, ils/elles ont accepté de mettre en place un Commandement national pour la défense de l'assainissement et de l'environnement, qui réunira les syndicats des secteurs de l'assainissement et de l'environnement de l'ensemble des Etats, la Fédération nationale des travailleurs/euses des secteurs de l'énergie, de l'eau et de l'environnement (*Federação Nacional dos Trabalhadores em Energia, Água e Meio Ambiente*, Fenatema) et la Fédération nationale des employés urbains (*Federação Nacional dos Urbanitários*, FNU). Leurs revendications et objectifs sont énoncés dans la « [Lettre de Rio de Janeiro](#) », signée par des dizaines d'organisations.

**Canada** : [Le gouvernement du Québec aurait l'intention de privatiser partiellement Hydro-Québec, suivant ainsi la trace du gouvernement de l'Ontario, qui a partiellement privatisé Hydro One.](#) « La privatisation partielle d'Hydro-Québec pourrait rapporter entre 3,5 et 4 milliards de dollars par tranche de 10 % de privatisation. » Jusqu'à présent, **aucun parti politique n'a toutefois osé recommander sa privatisation.**

**Mexique** : Le maire d'El Marqués [se plie aux résultats d'un vote populaire, et mettra un terme aux tentatives de privatisation des services de collecte des déchets.](#)

**Mexique** : Des spécialistes se sont rassemblés afin de discuter de la situation de l'eau dans la zone métropolitaine de Guadalajara. Alessia Kachadourian, une consultante indépendante en gestion de l'eau, a mis en garde les participant(e)s contre l'adoption éventuelle d'**une loi générale sur l'eau, soutenue par Conagua, qui encouragerait les mégaprojets commerciaux, la fracturation hydraulique, l'exploitation, la privatisation et la marchandisation d'aqueducs.** Cette rencontre s'est conclue par une série de revendications à l'intention des autorités, dont une réévaluation des coûts des études menées (demande formulée par le représentant de l'Etat), [un engagement à garantir la participation publique dans les questions liées à l'eau](#), et de nouvelles études évaluant l'état des nappes phréatiques à Guadalajara.

**Etats-Unis** : Au lendemain de l'annonce du département de la Justice américain de son intention de ne plus faire appel à des prisons privées à but lucratif, [GEO Goup a fait un don de campagne à un comité d'action politique soutenant Donald Trump](#). « Si Hillary Clinton a vivement critiqué les prisons privées, **Donald Trump a quant à lui manifesté son intention d'étendre leur utilisation, et ses propositions de politique, notamment son projet de déporter des millions de sans-papiers, seraient du pain béni pour ce secteur**. Outre son soutien à Donald Trump, l'entreprise a récemment demandé à trois sociétés de lobbying de représenter ses intérêts à Washington. » **In the Public Interest a publié un rapport complet** présentant la façon dont [les sociétés pénitentiaires privées « achètent » de l'influence afin de pouvoir étendre leur contrôle du système judiciaire pénal américain](#).

## **Europe**

**France** : Une conférence nationale a été organisée près de Montreuil afin de coordonner la défense des hôpitaux et de la santé publique dans la région. « **Déserts médicaux, manque de lits, fermeture de maternités, suicides d'aides-soignant(e)s – la coupe est pleine.** » [L'Humanité, Dimanche 20 octobre 2016]

**Grèce** : A l'heure où le gouvernement [entame les négociations avec ses créditeurs](#) sur la seconde révision de son programme d'austérité, les questions telles que les amendements à la législation du travail, le marché des licences et de l'énergie, **l'administration publique, les privatisations, ainsi que la dotation en personnel du nouveau fonds chargé des privatisations**, figurent à l'ordre du jour. D'après CNBC, [les retours sur investissement privé générés par la vente des biens publics grecs atteignent 15 %](#). « Nous sommes convaincus qu'il est possible d'atteindre (des retours de) 15 % et plus, et nous parlons de retours à risque pondéré, pas uniquement de retours absolus », a déclaré Odysseas Athanasiou, de Lamda Development.

**Irlande** : [Le ministre de la Santé dénonce une campagne continue en faveur de la privatisation](#). « En réponse à une question posée par la porte-parole sur la santé du Sinn Fein, Louise O'Reilly TD, au sujet **des dépenses croissantes dans les services privés d'ambulances**, le ministre Simon Harris a clairement affirmé **qu'il n'avait pas l'intention de renationaliser ce service d'ambulances**. Loin de défendre le service public, le ministre Harris a soutenu l'idée que le secteur privé avait un rôle à jouer sur base continue. La députée O'Reilly a déclaré que **“le ministre devait en priorité examiner les capacités de ce service, et ensuite se pencher sur la façon dont le service national d'ambulances peut élargir son rôle afin de fournir des services non urgents.”** »

**Malte** : **Des clauses importantes des contrats** conclus avec Vitals Global Healthcare, le nouvel opérateur privé des hôpitaux Gozo, St Luke's et Karin Grech, **ont été dissimulées alors qu'elles font l'objet de discussions au parlement**. « [L'opposition critique depuis longtemps le gouvernement travailliste pour avoir tardé à publier ces contrats](#), dans la mesure où il a annoncé en 2014 que l'hôpital Gozo servirait de campus pour une formation médicale dispensée par la Queen Mary University London. » **D'après l'opposition, les documents auraient été dévoilés avec 60 pages manquantes – soit un cinquième du total – 16 semaines après la première signature des contrats**. « Ces documents n'ont été rendus publics qu'à la suite des pressions exercées par le parti nationaliste, et de **la présentation d'une contestation judiciaire signée par l'Association médicale de Malte (Medical Association of Malta) et le Syndicat maltais des travailleurs (Union Haddiema Maghqudin)**. **Comme l'ont fait valoir ces deux syndicats, le Bureau national d'audit doit examiner ces contrats**. Le parti nationaliste a tenu à rappeler à la population que le chef de cabinet du Premier ministre, Keith Schembri, et le ministre Konrad Mizzi, qui ont négocié ces contrats, étaient impliqués dans l'ouverture de sociétés offshore au Panama. »

**Slovénie** : [La ministre de la Santé Milojka Kolar Celarc a finalement survécu au vote de défiance](#) organisé à l'issue de près de 15 heures de débat autour, notamment, **du sujet épineux de la privatisation**. Elle s'est défendue, accusant l'opposition d'être complice des groupes de pression et d'avoir des intérêts particuliers dans le secteur de la santé.

« Lors des élections, la Slovénie a décidé que les soins de santé publics résideraient au cœur des services de santé du pays », a déclaré la ministre, avant d'ajouter qu'**elle se battra pour doter la Slovénie d'un système équitable, fondé sur un éventail de services accessibles à tou(te)s**. Le parti de l'opposition Gauche unie (ZL) a annoncé qu'il ne soutiendrait pas la motion de censure, et a accusé l'ensemble de la coalition gouvernementale ainsi que les autres partis de l'opposition – le SDS et Nouvelle Slovénie (NSi) – de **faire le jeu des lobbys en faveur de la privatisation des soins de santé**.

**Royaume-Uni** : [Un programme destiné à dégager des économies en sous-traitant des fonctions administratives du gouvernement coûte finalement plus d'argent qu'il n'en rapporte](#). La Commission des comptes publics de la Chambre des communes (PAC) « a pointé du doigt “une faille dans la gouvernance et le leadership du chef de cabinet” et “l'absence d'une étude de cas réaliste”, pour expliquer ce fiasco. Par conséquent, les deux centres de services partagés impliqués dans le cadre de ce projet n'ont permis “d'économiser” que 90 millions de livres durant les deux premières années et demie d'opération, alors que 94 millions de livres ont déjà été déboursés, **le contribuable ayant ainsi dû couvrir un coût net de 4 millions de livres**. »

**Royaume-Uni** : Le National Health Service (NHS) connaît « la plus grande crise financière de son histoire ». Les analyses du *King's Fund* révèlent que durant la décennie qui courra jusqu'en 2020-2021, le NHS enregistrera **la plus importante baisse continue de ses dépenses en termes de pourcentage du PIB depuis 1951**. « Le NHS a répondu à ces défis de façon adéquate, mais les pressions financières continuent de s'accroître, de nombreux hôpitaux se trouvant à l'heure actuelle en déficit, dont les Gloucestershire Hospitals du NHS Foundation Trust. Le fait de céder les contrats du NHS à des prestataires privés engendre des coûts supplémentaires. Cette fracture acheteur/prestataire a entraîné une augmentation des dépenses administratives et de gestion. Une recherche menée à la demande du département de la Santé – qui n'a jamais été publiée – a estimé que ces dépenses représentaient jusqu'à 14 % de l'ensemble des coûts du NHS. (...) Les propositions de nouveaux modèles visant à assurer des soins en dehors du cadre hospitalier ouvriront également la porte à la vente des biens du NHS afin de financer son déficit, **ainsi qu'à une poursuite de la privatisation, en optant pour des “partenariats de soins responsables” à l'américaine et des “prestataires communautaires polyvalents**. » »  
[*Gloucestershire Echo*, 21 octobre 2016 ; voir également la déclaration conjointe de **Health Campaigns Together** intitulée “[Challenging the STPs](#)”, en anglais]

**Royaume-Uni** : Les craintes de voir les patient(e)s du nord-est du pays de Galles pâtir de la fermeture de l'hôpital Chester [dans le cadre d'une réorganisation des services de santé](#) sont de plus en plus vives. Llyr Gruffydd, député du parti de Galles du Nord Plaid Cymru, a déclaré : « **En Angleterre, les services de santé connaissent des difficultés énormes**, puisque le NHS Mersey and Cheshire croule sous un déficit d'un milliard de livres **à la faveur d'une privatisation et de coupes grandissantes**. En partie pour cette raison, d'aucuns prétendent que la construction d'un grand hôpital à Ellesmere Port engendrerait la fermeture d'hôpitaux tels que Countess of Chester et Arrowe Park. Mes électeurs se font soigner dans ces deux établissements, et je suis très préoccupée par les projets qui contribueraient à éloigner ces services de nos communautés ».

**Royaume-Uni** : Des milliers de travailleurs/euses de la poste membres du **Syndicat des travailleurs de la communication débraieront le 31 octobre** dans le cadre d'un différend sur les pensions et les fermetures de branches. « Il s'agira de la seconde journée d'action de grève organisée par les membres afin de dénoncer des pertes d'emplois, la suppression du régime de pensions par capitalisation, ainsi que **la fermeture et la privatisation des bureaux de poste publics**. » Le syndicat, qui a déclaré que la poste était en pleine crise, ne prévoit pas d'autre action d'ici la fin de l'année. **Dave Ward, Secrétaire général du CWU**, a déclaré : « Les



enjeux n'ont jamais été aussi importants pour l'avenir de la poste, pour ses travailleurs/euses et pour les communautés qu'ils/elles servent. La poste est en pleine crise, et **la direction et le gouvernement doivent être à l'écoute des travailleurs/euses**. Le personnel et la population ne voient rien d'autre qu'un programme de fermeture édulcoré, et la poste ne peut pas survivre en réduisant simplement les coûts. »

*[L'Internationale des services publics \(ISP\)](#) est une fédération syndicale internationale représentant 20 millions de femmes et d'hommes qui travaillent dans les services publics de 150 pays à travers le monde. L'ISP défend les droits humains et la justice sociale et promeut l'accès universel à des services publics de qualité. L'ISP travaille avec les Nations Unies et en partenariat avec des organisations syndicales et de la société civile et d'autres organisations.*